



Ces chiffres non exhaustifs ont été révélés le 13 juillet 2021 par Stand up For Cameroun, cette plateforme de défense des droits de l'homme au Cameroun coordonnée par l'Ong Un Monde Avenir.

La mine de Geneviève Oum, membre de l'Ong Un Monde Avenir et coordinatrice de la plateforme Stand Up for Cameroun, est moite. Au moment de présenter l'état des violations des droits de l'homme au Cameroun en ce mois de juin 2021, cette dernière, généralement joviale, a perdu cette mine de bonheur qui illumine son visage. Sa tristesse, son inquiétude, elle la tient de ce rapport peu reluisant qu'elle s'apprête à rendre.

D'après celle qui se hâte de donner ces chiffres comme pour s'en débarrasser, parce que choquant écœurant, près de 70 camerounais ont perdu la vie dans le seul mois de juin 2021. Ces Camerounais qui ne demandaient qu'à vivre ne sont pas morts de mort naturelle comme on peut bien y penser. Au contraire, ces derniers ont trouvé la mort dans des conditions difficiles que l'on pouvait éviter si les droits de l'homme étaient respectés au Cameroun.

D'après ce rapport qui revient en filigrane sur ce qui s'est réellement passé en ce mois de juin 2021, on a enregistré plus de 66 morts dans le cadre de la crise anglophone dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, quatre morts dans le cadre de la lutte contre Boko Haram dans l'Extrême Nord du Pays et un autre mort hors des zones de conflit. Parmi ces morts, on y retrouve, des militaires et gendarmes assassinés, des sécessionnistes et des populations prises au piège par cette guerre.. D'après Geneviève Um qui précise que le bilan n'est pas exhaustif,

«Nous travaillons avec des correspondants dans les différentes régions et faisons la revue de la presse pour recenser ces cas-là. Vous savez vous-mêmes qu'il y a plusieurs autres cas qui existent et que la presse n'a pas relevé», explique cette dernière.

Le rapport mentionne pareillement des cas de kidnapping et au courant du mois de juin. Et au courant de ce mois 14 personnes ont été kidnappées dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest et cinq dans la lutte contre Boko Haram. Parmi les personnes kidnappées dans le cadre de la crise anglophone, les membres de Stand Up For Cameroon ont évoqué les cas des cinq délégués départementaux kidnappés par les sécessionnistes et dont on en parle plus aujourd'hui. « On ne sait même plus s'ils sont en vie, le gouvernement ne fait rien pour les libérer», se plaint Lemwie Mercy, membre de Stand up For Cameroon.

Éviction forcée

A côté des nombreuses violations des droits de l'homme évoquées, la commission s'est également attardée sur les évictions forcées en cours dans la ville de Douala. Le rapport a précisé qu'au moins 1000 familles ont été jetées en pâture dans la rue du côté de l'aéroport international de Douala. Ces populations n'ont pas été recasées et n'ont pas non plus été indemnisées. Une chose qui choque la plateforme qui clame à qui veut l'entendre que, les droits au logement de ces camerounais a été violée. Pour limiter les dégâts liés à ce genre de pratique à l'avenir, Stand up For Cameroon a pareillement fait des recommandations. Notamment la mise sur pied d'un mécanisme de prise en compte de la possession, la prise des mesures alternatives de reconnaissance de la propriété foncière, le renforcement de la publicité autour de la procédure d'immatriculation en l'adaptant au contexte local, l'information des populations riveraines, l'ouverture d'une enquête préalable ayant pour objet le recensement des populations et des possessions à travers les chefferies traditionnelles entre autres.

Dossiers non classés

Parmi les dossiers non classés, les responsables de plateforme sont revenus sur le cas des jeunes de stand up For Cameroon arrêtés et emprisonnés à New-Bell depuis des mois sans jugement. A ce sujet le rapport a rappelé que la dernière audience a été renvoyée parce que le ministère public n'était pas prêt. On a appris que l'un de ces jeunes Tehle nembou malade et hospitalisé à l'hôpital Laquintinie est enchaîné sur son lit d'hôpital et fait ses besoins dans sa chambre. Ils ont cependant invité les médias à couvrir massivement l'audience qui s'ouvre ce jour au tribunal Militaire.

Il faut cependant rappeler que depuis le mois de janvier à nos jours selon le rapport du mois de Juin de Stand Up For Cameroon, c'est plus de 400 Camerounais qui ont été tués. Soit près de 149 morts dans le cadre de la lutte contre Boko Haram et 229 dans le cadre de la crise anglophone.

Source : La Nouvelle Expression
